

# JOURNAL DE ROUBAIX

PREX DE L'ABONNEMENT : Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 43 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 francs. — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 45 francs. — La France et l'Étranger, les frais de poste en sus. Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue jusqu'à réception d'une contrainte.

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17 | A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42  
Directeur : ALFRED REBOUX  
AGENCE SPÉCIALE A PARIS : Rue Notre-Dame-des-Victoires, 28

ABONNEMENTS ET ANNONCES : Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Caré-Saint-Etienne 9 bis. — A Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et C<sup>o</sup>, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34, à Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX, LE 30 MAI 1887

## TOURCOING

Suite. — Voir le Journal de Roubaix du 23 mai.

Non-seulement la politique, mais encore la propagande d'une école qui faisait chaque jour de nouveaux adeptes, venaient entraver les transactions commerciales. Le libre-échange, depuis que sir Robert Peel en avait doté l'Angleterre en 1846, avait séduit les économistes français. Une s'était organisée, et des séances publiques avaient lieu à Paris dans la salle Montesquieu. Le gouvernement avait laissé faire et semblait même protéger le nouveau système. Alors quelques manufacturiers s'émurent et prévirent la France commerciale du danger qu'elle courait, par une circulaire adressée le 15 septembre 1846. Des le 12 octobre, un comité provisoire était organisé à Lille et convoquait les industriels, les commerçants, les agriculteurs et les propriétaires de l'arrondissement.

Une réunion très nombreuse eut lieu dans le grand salon de l'hôtel de ville. M. Delsalle-Desmont, président, fit connaître les circonstances graves où se trouvaient placés les intérêts du travail intérieur, et indiqua les mesures prises par le comité provisoire pour la défense de ces intérêts. Après avoir entendu le rapport de M. Kolb-Bernard qui traitait avec talent l'histoire de la question, démontrait combien notre système protecteur avait contribué à développer l'industrie en France, et combien, par conséquent, il serait dangereux d'entrer dans les théories des nouveaux réformistes, la constitution du comité provisoire était rendue définitive, et une souscription s'ouvrit pour subvenir au frais du travail national.

Déjà lors, la présentation d'un projet de loi sur les douanes, dont quelques modifications semblaient avoir pour but d'ouvrir une brèche au système de protection, avait ramené la polémique des parties. Le rapport de M. Lannoy à la séance des députés du 24 juillet 1847 calma bientôt les inquiétudes de notre comité central : il avait déclaré un véritable suicide national le renversement des barrières protectrices du travail. Aussi les libres-échangistes redoublaient d'efforts, et en présence de cette hardiesse on devait se tenir sur ses gardes. Telle était l'état de la question au moment des banquets réformistes dont nous venons de parler.

Notre comité central aux nouveaux efforts de ses adversaires crut devoir opposer l'effet moral d'une manifestation imposante avant la discussion du projet de loi des douanes à la Chambre des députés. Le 31 décembre 1847, une circulaire adressée à tous les comités des départements les convoya pour le lundi 17 janvier 1848, en les priant d'engager à cette réunion le plus de monde possible. M. Carlos Masuré, maire de notre ville et président du comité local, s'empressa de réunir les industriels et les commerçants dans le salon de l'hôtel de ville pour leur donner connaissance de cette circulaire. La lecture en était à peine achevée que la plupart des membres présents s'engageaient par écrit à se rendre à Paris au jour convenu. Et en effet le sentiment du danger que faisait courir à notre commerce le libre-échange était si grand parmi nous que le comité de Tourcoing amena la députation la plus nombreuse.

M. Odier, pair de France et manufacturier de coton à Wesseling, présida la séance; après avoir remercié l'assemblée du concours qu'à son appel on est venu lui prêter, il donna la parole à M. Mimerel, l'un des vice-présidents.

M. Mimerel, dans un rapport parfaitement écrit, rend compte des travaux du comité, de la lutte incessante qu'il a eu à soutenir contre le fanatisme des libres-échangistes, des tendances du gouvernement pour les nouvelles théories, et enfin du projet de loi qui va être soumis à la discussion de la Chambre des députés, il termine par une péroraison brillante de l'apologie du travail. Son discours, écouté avec le plus profond silence, est accueilli par les applaudissements prolongés de toute la salle.

D'autres orateurs se succèdent et traitent la question sous des points de vue différents. Après quatre heures de séance, l'assemblée adopte à l'unanimité les conclusions du comité central et se sépare, en votant des remerciements à la commission permanente pour le zèle et la persévérance qu'elle a mis à défendre l'industrie nationale.

Cette imposante réunion avait trop vivement impressionné nos concitoyens, pour que nous n'ayons pas cru devoir entrer dans ces détails.

Notre députation, rentrée dans notre ville, rapportait de Paris l'inquiétude qui commençait à germer sur les provocations à un banquet réformiste. On craignait de l'agitation, des émeutes comme tant de fois on en avait vu, et, pour conséquence, une stagnation prolongée dans les affaires; mais on était bien loin de s'attendre à une révolution.

L'on connaît les résultats du banquet du 12<sup>e</sup> arrondissement, fixé au 22 février. Les nouvelles des graves événements, qui se passaient à Paris nous parvinrent facilement. Chaque jour, plusieurs fois même dans la journée, bon nombre de nos concitoyens se transportaient à Lille pour en être instruits plus vite. Bientôt on nous annonça un changement de ministère, une

abdication, une régence, enfin une république! Ces événements imprévus jetèrent la stupeur et l'étonnement dans notre ville. Les cafés se remplirent de monde; l'on y commenta la république suivant ses espérances ou ses craintes. Les uns, rassurés par le nom de M. de Lamartine, espèrent voir naître une ère de progrès, la diminution des impôts et la réforme des abus; les autres, au contraire, effrayés par quelques noms révolutionnaires, ne veulent voir dans la nouvelle république que la réapparition d'un passé sanglant.

Le premier moment de surprise passé, la plupart reviennent de leur première impression; ils avaient compris que l'ordre et la tranquillité n'étaient plus impossibles avec la république, et que les États-Unis, régis par un semblable gouvernement, avaient été exempts des émeutes et des révolutions qui n'avaient pas cessé d'agiter la France depuis longtemps. Aussi, disons-le sans arrière-pensée, jamais notre ville ne compta plus de républicains qu'à lors.

A Lille, les choses ne s'étaient pas passées aussi pacifiquement. Dans la soirée du 24, le préfet donnait un bal auquel avaient été engagés nos autorités et l'état-major de la garde nationale. A la nouvelle des événements de Paris, un attroupement vint se poster sous les fenêtres de la préfecture en faisant entendre ces paroles sinistres : On ne danse pas sur les morts! D'un autre côté, le général Négrier avait reçu l'ordre de faire partir pour Paris le 57<sup>e</sup> de ligne. Une foule considérable entourait aussitôt le régiment jusqu'à la gare du chemin de fer, en répétant ces cris : Ne tirez pas sur nos frères!

Bientôt le préfet s'était vu forcé de fuir, et son hôtel avait été envahi. Antony Thourret y rentra le 27 au soir, après avoir proclamé la république sur la place de Lille. Envoyé comme commissaire du gouvernement provisoire, on lui adjoint le citoyen Ch. Deseuche. Quelque temps après, ce dernier était seul commissaire général du département, ayant pour adjoint-délégué D. Pilette.

A Tourcoing, le dimanche 19 mars, à onze heures du matin, M. Honorat, négociant de Lille, faisait reconnaître la république par les autorités réunies dans le salon de la mairie, et au bruit des airs patriotiques qui jouait sur la place la musique de la garde nationale.

Cependant la révolution, exemptée des souillures de sa sœur aînée, n'en apporte pas moins un bouleversement complet dans les affaires. Notre industrie locale, déjà bien languissante, en reçoit un coup funeste. La plupart de nos poigneurs, obligés de renvoyer leurs ouvriers, laissent sur le pavé une population entière sans travail. Depuis un temps immémorial, jamais on n'avait vu pareil anéantissement dans le commerce. Nos rues, tristes et silencieuses, offraient l'aspect d'une ville dépeuplée. Inutile de dire que la charité publique fut à la hauteur des circonstances, et que, si l'ouvrier resta sans travail, du moins il ne resta pas sans pain. Remarques ici la philosophie de notre classe ouvrière. Par la suite, voyant continuer la stagnation des affaires, elle avait imaginé pour charmer ses ennuis d'établir des jeux publics de boule.

Dans la capitale, les scènes inséparables de toute révolution se renouvelaient sans cesse. Le 17 mars, la garde nationale faisait une manifestation pour protester contre le décret du gouvernement provisoire du 14, qui supprimait les compagnies des grenadiers et des voltigeurs. Le lendemain, une colonne de 150,000 hommes du peuple faisait une contre-manifestation pour approuver le décret en question. De la sorte, l'agitation était permanente dans les rues et la crise commerciale se prolongeait. On eut alors recours à la création d'un comptoir national d'escompte. Cette banque, instituée à Paris le 19 mars, sous la direction de M. Pagnerre, et à Lille, le 14 avril, sous la direction de M. Rouzé-Mathon, rendit et rend encore d'immenses services au commerce. Peu après l'établissement des magasins généraux du dépôt des matières premières fut encore d'une grande ressource pour les industriels et négociants. Mais que pouvaient alors les meilleures mesures contre les excitations des hommes d'anarchie qui ne cessaient d'entretenir le trouble et d'attiser le feu du désordre par leurs discours insensés! Les résultats de leur politique révolutionnaire se faisaient sentir partout. A la date du 17 mars, Lille avait vu des émeutes parcourir ses rues, élever quelques barricades, et assaillir la garde nationale à coup de pierres. Un mot d'ordre avait sans doute été donné pour entretenir un système d'intimidation, car, à quelques jours de là, nous devons voir pareilles scènes se renouveler dans notre cité.

Nos concitoyens se rappellent l'émeute du lundi 20 mars. Grâce à l'intrepidité de la garde à cheval, dont un peloton de douze hommes balaya un attroupement de trois à quatre cents personnes, grâce aux charges à la baïonnette exécutées avec énergie par la garde nationale, la ville fut préservée de grands malheurs.

L'exaltation avait été grande parmi les portubateurs; l'un d'eux, ivre et furieux, était tombé à l'improviste sur le capitaine de la première compagnie et lui avait arraché les épaulettes. M. L.-J. Duvalier n'était pas homme à se laisser ainsi outrager; il lui cassa son sabre sur la tête, et le fit conduire rejoindre les prisonniers au dépôt de la mairie. Ce fut l'une des dernières attaques; car un motif plus puissant gageait les portubateurs à désertir la

lutte, c'était l'arrivée, vers dix heures du soir, d'un détachement de 300 hommes de ligne, accompagné du citoyen Pilette. Depuis le midi, ce secours avait été constamment demandé. Heureusement que les propres forces de la ville suffirent, sans cela, à cette heure, il eût été inutile. Aussi le citoyen Pilette, étonné de voir le calme dans nos rues, ne pouvait comprendre comment on avait dû exécuter des charges à la baïonnette, et reprochait avec vivacité de n'avoir pas abordé le peuple l'arme au bras. Ces reproches étaient injustes; jamais corps armé n'avait fait preuve d'une plus grande patience. Des patrouilles furent encore organisées toute la nuit, mais aucun mouvement n'eut lieu. L'émeute était allé expirer dans les cabarets.

Cependant des forcenés incorrigibles promettaient une revanche. Furieux d'avoir été dispersés et balayés par la garde à cheval, ils annonçaient que quelques jours après ils seraient revenus avec des fourches et des bouteilles cassées, et qu'ils auraient ainsi paralysé l'effet des charges de cavalerie. Heureusement ces menaces restèrent sans exécution. Du reste, depuis la journée du 20, une petite garnison composée de 110 hommes environ du 62<sup>e</sup> régiment de ligne était casernée dans l'atelier de M. Jules Desurmont, rue de Wailly; elle séjourna dans notre ville jusqu'en 1849.

CH. ROUSSEL.

## NOUVELLES DU JOUR

### UNE EXPLOSION. — 220 VICTIMES

Londres, 28 mai. — Une explosion terrible a eu lieu ce matin dans les houillères d'Udston près de Glasgow.

Deux cent vingt mineurs seraient ensevelis dans la mine.

### M. le comte de Paris

Bruxelles, 28 mai. — Le comte de Paris est arrivé ce matin, à Bruxelles, venant de Suisse. Il est descendu à l'hôtel de Flaudre. Il a déjeuné chez le Roi et partira demain pour l'Angleterre, par la voie d'Ostende.

### Le comte de Paris est attendu demain à Londres.

Il a convié tous les membres de sa famille pour célébrer, le 30 mai, l'anniversaire de son mariage.

### Le prince de Bismarck

Berlin, 28 mai. — L'indisposition de M. de Bismarck n'est pas regardée comme inquiétante, pour le moment du moins. Les rhumatismes qui le font souffrir depuis longtemps déjà, sont revenus avec des douleurs intenses.

### Cette recrudescence a été causée par le refroidissement dans une promenade à cheval, que le chancelier a fait au Thiergarten, sur le conseil des médecins.

Il est à peu près sûr que le chancelier n'ira pas aux fêtes de Kiel.

### Un anarchiste

Vienne, 28 mai. — La cour d'assises de l'ère viennoise a condamné à un mois de prison un anarchiste nommé Alexandre Orceila, ouvrier tisseur, à Vienne, qui, le 20 mars dernier, a dit dans une conférence de la capitale que les journaux ont « Vous êtes des imbéciles de respecter la discipline; les plus grandes lumières du siècle, Kropotkine, Louise Michel, la reproduisent... On calomnie bientôt les fosses des frontières avec les camarades des exploités... Il vous faudra aller tuer vos officiers ».

Orceila, qui les militaires indignés avaient arrêté séance tenante, a nié ces propos à l'audience, mais s'est déclaré anarchiste.

### Election législative

Chaumont, 29 mai. — Il y a ballottage entre M. Vitry, opportuniste, et M. Bourdon de Rouvry, (droite).

### Manifestations au Père-Lachaise

Paris, 28 mai. — Deux manifestations ont eu lieu aujourd'hui sur le tombeau des fédérés au Père-Lachaise, l'une dans la matinée, l'autre après-midi. La première à laquelle assistaient 3,000 personnes parmi les quelles MM. Juffin, conseiller municipal de Paris; Félix Pyat, de nombreux groupes du parti ouvrier, la réactionnaire *Oi de Peuple*, Mme Sarrévine en tête, n'a donné lieu à aucun incident.

La manifestation de l'après-midi, faite par les anarchistes, a été plus mouvementée; suivis par une foule considérable de curieux, ils se sont dirigés vers la sépulture des fédérés, bandières rouges et noires déployées. Après de nombreux discours, le gros des manifestants est descendu par l'avenue principale en chantant la *Carmanche*.

Les gardiens de la paix sont intervenus en invitant les chanteurs au silence. Quelques-uns ayant répondu à cette injonction par des injures, ont été arrêtés; dans la bagarre qui s'est produite au moment des arrestations, M. Aragon, commissaire de police du quartier de l'Europe, a été blessé à la main droite; les autres anarchistes se sont aussitôt dispersés et le calme s'est rétabli. Quatre arrestations ont été maintenues.

### Au Tonkin — M. Bihourd

Hanoi, 28 mai. — M. Bihourd a informé le ministre des affaires étrangères que l'état de sa santé est excellent; il a ajouté que les autres nouvelles inquiétantes relatives au Tonkin étaient entièrement dénuées de fondement.

### Faillites dans le commerce des lainages

A BERLIN  
Une grande émotion s'est produite à Berlin, dit Kahlow, causée par une série de faillites importantes dans cette branche d'affaires, qui, nos lecteurs doivent s'en souvenir, s'étaient beaucoup développées l'année dernière en raison de l'extension prise par le commerce des laines pour vêtements.

Certaines fabriques et des agents importants avaient pris des engagements qui se sont trouvés désastreux dans leurs résultats. La soudaineté de la catastrophe s'est accrue de la disparition de M. R., qui représentait; *The Dessau Nordst and Wender yarn spinning works*, et qui était engagé dans les spéculations dont nous avons parlé plus haut.

Un anneau de la chaîne se brisa; l'union fut dissoute et la chute des individus devint inévitable. Une des manufactures de laine, L.-H. et Cie, avait, il y a quelques années, établi un comptoir à Neudamm et il avait versé de fortes sommes d'argent, ainsi qu'en Russie et en Amérique.

Le passif de cet établissement s'élevait à 300,000 marks. Le principal créancier (400,000 marks environ) est une importante fabrique de tissus pour vêtements de la même ville, dont un associé, le beau-père du directeur de la fabrique insolvable, L. H. et Cie avait prêté de fortes sommes, partie argent comptant, partie en garanties données chez des banquiers et capitalistes. Les industries a gros sont aussi compromises, quoiqu'en second lieu par des spéculations financières, (l'une s'élevant à 30,000 marks est particulièrement notée) et en partie par des livraisons de fil. Les filateurs belges et Rémoin sont intéressés. Cependant, c'est une question de savoir si un arrangement amiable pourra se faire.

Un agent D., qui est compromis dans la faillite, et qui, entre autres branches, reprend une fabrique d'Europe, dont les associés sont deux et trois fois millionnaires, laisse un passif s'élevant à 400,000 marks. D., qui était riche, a spéculé dans les laines et les alpagas anglais. La faillite a été causée par une baisse énorme (environ 2 marks par 100 kil.) qui, ces quatre dernières semaines, a pesé sur ces articles.

Les fabriques anglaises y ont surtout intérêt, quelques-unes pour 7,000 liv. st., quelques autres pour 3,000 liv. st., et ainsi de suite.

En plus de cela, un manufacturier nommé impudiquement à ses dépens ses paiements mais, dans cette dernière faillite, le passif n'est pas aussi considérable que dans les précédentes.

Malgré cela la liquidation du commerce est bonifiée par le fait que l'on suppose devoir être faite suite de la classe.

Dans une prochaine circulaire nous pourrions donner les noms des maisons et des agents intéressés dans les faillites déjà nommées.

De la sorte, les filateurs et les fabricants de lainages, le passif s'élevait à 100,000 marks, H. Dussen, agent en fil est sérieusement compromis et Alex. Steinhilf, agent qui représente les *« Dessau Spinning Works »* la possession de 110 hommes environ du 62<sup>e</sup> régiment de ligne était casernée dans l'atelier de M. Jules Desurmont, rue de Wailly; elle séjourna dans notre ville jusqu'en 1849.

CH. ROUSSEL.

Le cabinet Rouvier sera-t-il formé ce soir? Les uns disent oui, les autres disent non. Si tel est formé, ce sera-t-il plus que ses précédents? Non! répond-on, s'il est comme les cabinets de Freycinet et Goblet. Affaire de l'annexion de l'Alsace-Lorraine, s'il se veut aux réformes pratiques, simplifie le budget, consolide le crédit public; en un mot, s'il est un cabinet d'affaires dans le sens du mot.

De la sorte, ce cabinet est tel que personne ne peut douter, parmi les commerçants, les industriels et les financiers de l'issue finale de la crise. Plus elle tarde à acquiescer l'apaisement de l'impossibilité des politiques.

La combinaison Rouvier peut ne pas aboutir, elle peut douter, mais elle ne finira réellement que par la constitution d'un cabinet d'affaires.

En présence d'une chambre où trois partis rivaux d'égal force, pour mieux dire d'égal faiblesse, se neutralisent mutuellement, le meilleur gouvernement possible est un gouvernement d'affaires. Tout cabinet qui voudra son point d'appui, l'expérience l'a démontré, dans l'un des groupes, sera brisé par les autres.

Il faut donc qu'un ministère se constitue aux dépens et en dehors des préoccupations des groupes, pour maintenir l'ordre de la situation et la crise continuera, mais elle ne finira réellement que par la constitution d'un cabinet d'affaires.

En présence d'une chambre où trois partis rivaux d'égal force, pour mieux dire d'égal faiblesse, se neutralisent mutuellement, le meilleur gouvernement possible est un gouvernement d'affaires. Tout cabinet qui voudra son point d'appui, l'expérience l'a démontré, dans l'un des groupes, sera brisé par les autres.

Il faut donc qu'un ministère se constitue aux dépens et en dehors des préoccupations des groupes, pour maintenir l'ordre de la situation et la crise continuera, mais elle ne finira réellement que par la constitution d'un cabinet d'affaires.

## LES GROUPES DE GAUCHE DU SÉNAT

Paris, 28 mai. — Le groupe de la gauche républicaine du Sénat s'est réuni aujourd'hui, sous la présidence de M. Faye.

Le président a connu pour quelles raisons d'urgence le bureau de la gauche avait fait, d'accord avec les bureaux des autres groupes républicains du Sénat, un démarcage auprès M. le président de la République, l'ordre du jour suivant, qui a été adopté à l'unanimité moins trois voix :

« Le groupe de l'Union républicaine approuve le démarcage fait par les membres de son bureau auprès de M. le président de la République et de M. de Freycinet. »

Le centre gauche s'est réuni sous la présidence de M. Dauphinot.

L'ordre du jour suivant a été voté à l'unanimité moins une voix :

« La réunion, approuvant entièrement le démarcage de son bureau, passe à l'ordre du jour. »

## LES NOUVEAUX MINISTRES

Paris, 28 mai. — En quittant la Chambre, M. Rouvier s'est rendu chez lui, afin de convoquer une vingtaine d'amis politiques.

On y a examiné la question de savoir si M. Rouvier devait persister à constituer le cabinet, sans le concours de l'extrême-gauche et de la gauche radicale.

La réunion s'est prononcée pour affirmative. En conséquence, voici la liste qu'il va, assure-t-on, soumettre ce soir à M. le président de la République :

Présidence du conseil et finances, M. ROUVIER.  
Intérieur, M. FALLIÈRES.  
Justice, M. SELLIER.  
Instruction publique, M. CASIMIR PÉRIER.  
Travaux publics, M. ÉTIENNE.  
Agriculture et Commerce, M. DEVELLE.  
Affaires étrangères, M. FLOURENS.  
Postes et télégraphes, M. COCHERY.  
Guerre, GÉNÉRAL SAUSSIER.  
Marine, L'AMIRAL JARJES.

## LES NÉGOCIATIONS

Paris, 28 mai. — Contrairement au bruit répandu, M. Rouvier est décidé à constituer, coûte que coûte, le cabinet, dit-il le compose entièrement avec l'Union des gauches.

L'acceptation de M. Florens est confirmée.

Paris, 28 mai. — Les pourparlers, poursuivis par M. Rouvier, sont presque terminés; il a rendu compte des résultats acquis à M. le Président Grévy.

M. Grévy l'a engagé à continuer ses négociations et à exprimer le vif désir de les voir menées à bonne fin.

## LE MINISTÈRE CONSTITUÉ

Paris, 29 mai. — Le ministère est constitué de la façon suivante :

Présidence du Conseil, Finances, Postes et Télégraphes : M. ROUVIER.  
Affaires étrangères : M. FLOURENS.  
Intérieur et Cultes : M. FALLIÈRES.  
Instruction publique et Beaux-Arts : M. SELLIER.  
Justice : M. BOUSQUET.  
Travaux publics : M. DE HÉREDIA.  
Commerce : M. DAUTRESME.  
Agriculture : M. BARBE.

Paris, 29 mai. — Le nouveau ministère paraîtra mardi à l'Officiel, car les négociations ne sont pas tout à fait terminées. On annonce, en effet, que le général Saussier, qui avait d'abord accepté le portefeuille de la guerre, se serait récusé au dernier moment à cause de son manque d'habitude de la tribune. Il serait question, pour le remplacer, le général Perron commandant la 13<sup>e</sup> division à Chaumont. Le ministre de la marine et des colonies serait M. Barbey, sénateur du Tarn, ancien capitaine de vaisseau — ou l'amiral Krantz.

M. Etienne est nommé secrétaire d'Etat au ministère des finances, postes et télégraphes.

## L'INCENDIE

### DE L'OPÉRA-COMIQUE

#### 300 VICTIMES

Paris, 28 mai. — Bien que depuis hier il n'ait plus été porté de cadavres au poste de la rue Drouot, la foule persiste à y affluer. Quant au déblaiement, il se marche pas aussi vite qu'on le désirait, car il y a des endroits où les ouvriers ne peuvent s'aventurer qu'avec les plus grandes précautions. On ne voit pas pouvoir terminer les fouilles et avoir retirés les cadavres avant mardi ou mercredi au plus tôt.

## Le syndicat de la presse

Ce matin a eu lieu la réunion du syndicat de la presse parisienne au Grand-Hôtel.

Présidé par M. Hébrant, l'assemblée, à laquelle assistaient les représentants de tous les journaux de Paris, a voté de suite aux moyens de venir en aide aux familles des victimes.

Il a tout d'abord été donné lecture d'une lettre adressée par Mme Dieulafoy, l'intrepide exploratrice.

Elle déclara faire abandon au comité de secours du montant du prix de 2,000 francs qui lui a été accordé tout dernièrement par l'Académie.

Ensuite on discuta et on approuva un projet de souscription publique nationale, à l'effet de venir en aide aux victimes de ce désastre.

Les noms des souscripteurs seraient insérés à l'Officiel.

Après, on a procédé au tirage au sort d'une commission chargée d'étudier les moyens de donner prochainement une fête dont le produit serait affecté au soulagement des infortunes causées par le sinistre du 25 mai.

M. Vaqueiro a été nommé président de cette commission.

Paris, 28 mai. — Un cadavre non identifiable de femme vient d'être retiré, ce qui porte le nombre de la journée à 12 et le total à 81.

On a également trouvé, quelques membres éparés de femmes et d'hommes.

On aperçoit, à la 3<sup>e</sup> galerie, le corps d'une femme tenant en main une jeune fillette ayant un autre enfant à côté d'elle; on assure que les couleurs de cette galérie, confondues encore un nombre assez élevé de cadavres.

Une odeur cadavérique est répandue à l'intérieur du théâtre jusque la place Boleldieu.

Tous les corps retirés aujourd'hui étaient en complète décomposition.

Le feu couve toujours.

Ce soir à 8 heures on a dû faire fonctionner la pompe de prévoyance; on espère arriver cette nuit, aux troisième galeries et commencer le déblaiement des décombres accumulés au rez-de-chaussée, où il se trouve également des cadavres.

En somme, et comme nous l'avons dit, il faut craindre que le chiffre total de tués ou blessés moralement n'atteigne, sinon ne dépasse 300.

Ce soir encore il y avait de nombreux curieux.

Paris, 12 h. 15. — Les obsèques du personnel de l'Opéra-Comique, auront lieu lundi, non pas à la Madeleine, mais à Notre-Dame de midi. M. le comte de Paris vient de charger M. Bocher, de remettre, à M. Carvalho, la somme de 10,000 francs pour les familles des victimes.

Parmi les corps retirés aujourd'hui se trouve celui de M. de Saurer, banquier à Wissembourg (Alsace) et celui de sa femme, le premier porteur de 5,000 francs en billets, et celle-ci de 50,000 francs environ de bijoux.

A 11 h. 45, on a retiré deux nouveaux cadavres.

On projette de grandes quantités d'acides phéniques, car les émanations augmentent considérablement. Les mesures de déblaiement avancent.

Paris, 29 mai. — Le nombre de cadavres retrouvés est actuellement de 87.

Le bruit court que parmi les victimes se trouve M. Edouard Robert, ancien préfet de l'Oise, dont la disparition a été signalée à M. Taylor.

## LES MÉDAILLES DU SALON

PEINTURE. — La section de peinture n'a, jusqu'à présent, décerné que des médailles de 2<sup>e</sup> classe, n'ayant pas jugé qu'il y avait lieu de donner de 1<sup>re</sup> médaille.

Saintin (Henri). — Soir d'automne.

Buland. — Héritier.

Doucet. — Portrait de Mlle M. du M. C. Portrait de M. F. de D.

Beyle. — Un sauvetage. Dieppe.

Fournier. — Un repas de noces à Yport.

Corant (Maurice). — Dans l'avant-port. Le vieux bassin au crépuscule.

Berton (Armand). — Brumaire. Portrait de Mme de J. C.

Bail Joseph. — Le marmiton. Bibelots. Collette.

Desbrosses. — Mont-Dore. Les fonds de la Limagne. Vallée de Royal.

Nichelena. — Eufonie malade. Visite doctorale Lucas (Félix). — L'Angelet de Jeanne. Portrait de Mlle.

Guignard. — Dans la lande.

Morion. — Lancement d'un bateau de sauvetage allant au secours d'un navire incendié.

Thiollet. — La côte normande.

Les suivants ont obtenu ensuite le plus grand nombre de voix :

Berthon. — Une étable en Auvergne.

Nicolas (Auguste). — Portrait de M. M...

Laugel, Georges. — Entrevue d'une jeune fille et d'un jeune homme.

Les troisièmes médailles seront distribuées aujourd'hui.